Document généré le 13 août 2025 21:22

Cahiers de géographie du Québec

Cauquil, Xavier (2000) *La ville et l'entreprise aujourd'hui en Europe. Typologie des initiatives locales de développement économique*. Paris/Montréal, L'Harmattan (Coll. « Villes et entreprises »), 350 p. (ISBN 2-7384-9156-1)

Thierry Rebour

Volume 46, numéro 127, 2002

URI : https://id.erudit.org/iderudit/023023ar
DOI : https://doi.org/10.7202/023023ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Rebour, T. (2002). Compte rendu de [Cauquil, Xavier (2000) *La ville et l'entreprise aujourd'hui en Europe. Typologie des initiatives locales de développement économique*. Paris/Montréal, L'Harmattan (Coll. « Villes et entreprises »), 350 p. (ISBN 2-7384-9156-1)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *46*(127), 102–104. https://doi.org/10.7202/023023ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

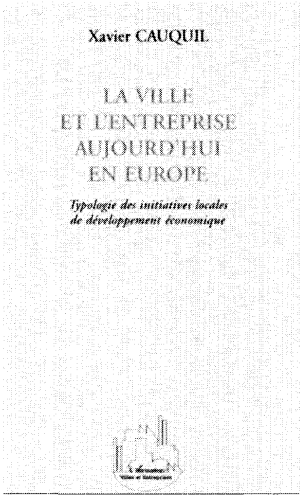
https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

CAUQUIL, Xavier (2000) *La ville et l'entreprise aujourd'hui en Europe.Typologie des initiatives locales de développement économique.* Paris/Montréal, L'Harmattan (Coll. « Villes et entreprises »), 350 p. (ISBN 2-7384-9156-1)



L'essai de Xavier Cauquil (Enseignant en Géographie et Aménagement du territoire à l'Université de Montpellier III) se propose de « développer un concept unificateur applicable à toute ILDE[1], susceptible en se déclinant en plusieurs catégories de rendre possible leur classement et par là, leur interprétation » (p. 14). Pour ce faire, il utilise le concept d'externalité en le limitant à son sens « marshallien » originel : effets externes évitant les monopoles et bénéficiant à toutes les entreprises, y compris les plus petites. Trois externalités sont ainsi mises en perspectives, qui représentent trois échelles différentes :

- l'externalité-substrat-échelle locale
- l'externalité-notoriété-échelle ville/région
- l'externalité-connexion-échelle planétaire

Chacune de ces externalités est étudiée dans trois parties différentes en s'appuyant à titre d'exemple sur neuf zones industrielles et urbaines aux caractéristiques différentes (vieilles villes mono-industrielles, villes historiques ayant connu un essor manufacturier plus ou moins ancien, villes nouvelles) présentées en détail dans le « préambule ».

« L'externalité-substrat » est appréhendée comme une réalité ancienne où la position des unités de production était liée aux potentialités physiques des lieux concernés, dont les morphologies organisaient les espaces urbains, soit *ex-nihilo* (Charleroi, Mannheim), soit en prolongeant un noyau historique préexistant (Tarragone, Nancy) – curieusement, Trandheim[2] est rattachée au premier cas.

L'auteur y voit une « logique révolue », à l'origine d'expansions industrielles anarchiques et polluantes, dont la logique spatiale serait aléatoire et s'étendrait « au hasard des terrains disponibles ». Ce dernier point est contestable, puisqu'il évacue les oppositions sociales et les écarts de richesse à l'origine des structures géographiques différenciées de la rente foncière.

« L'externalité-notoriété » serait générée, quant à elle, par « l'image » des villes ou des régions, qui renvoie directement à un certain « marketing urbain » où l'image devient souvent virtuelle, puisque chaque ville « brosse un portrait avantageux (...) et infléchit les mauvaises représentations ». Poursuivant dans ce sens, Xavier Cauquil insiste avec raison sur la dimension symbolique de l'innovation qui a tendance à se substituer à sa portée économique réelle . Ainsi en est-il des technopoles – avec ou sans accent. La limite de ces initiatives locales, surtout si elles résultent d'un aménagement volontaire, est fort justement soulignée : il n'existe pas de « modèle de réussite applicable tel quel en toute situation » (p. 235).

« L'externalité-connexion » – qui fait référence à la logique de réseau, propre aux nouvelles technologies – peut aussi bien concerner « deux entités voisines (...) que la participation à un réseau (...) qui s'abstrait de la continuité territoriale ». Ainsi, la conséquence de ces nouvelles connexions sur l'apparition de nouvelles discontinuités spatiales (effet tunel, localisations *footloose*, etc.), bien que connue, est analysée avec soin. Moins convaincante, en revanche, est la distinction entre les réseaux de proximité (radio-concentriques) et les réseaux jumelés (réticulés) (p. 276), sans que l'auteur semble se rendre compte que l'on trouve de telles formes aussi bien dans les externalités « substrat » – mais cela contredirait la logique « anarchique » qu'il y voit – que dans les « externalités-notoriété ».

Une fois évacuées les critiques marginales – cartes mal imprimées , où les grisés se distinguent parfois difficilement; plaisanteries parfois douteuses (p. 12); distinction externalité fortuite/ciblée (dont les conséquences géographiques sont pourtant les mêmes : agglomération, attraction d'entreprises) guère pertinente –, l'ouvrage souffre surtout d'un implicite parti-pris néoclassique qui fait figure de postulat .

Ainsi, l'auteur parle d'une « optimisation salutaire des comportements qui paraît marquer actuellement l'ensemble des activités humaines publiques ou privées ». Or, on assiste surtout à une optimisation des profits qui suppose une pression de plus en plus importante sur les salariés qui se passeraient bien de voir leur tâches ainsi « optimisées »...

Les externalités sont rattachées à la « main invisible du marché » : sur un espace implicitement équilibré, elles empêcheraient les monopoles et stimuleraient les diversités spatiales. La distinction que X. Cauquil opère entre externalités et économies d'agglomération – qui sont pourtant un cas particulier des premières – lui permet de souligner leur action positive. Or, l'inclusion des économies d'agglomérations changerait la perspective optimiste de Cauquil. Celles-ci stimulent la productivité, l'activité, la croissance et la création de richesses en général. Elles génèrent par conséquent des rendements d'échelle croissants et, à terme, rendent la concurrence imparfaite. Certaines externalités, mises en évidence par l'auteur, ont donc une action positive sur l'équilibre économique, alors que d'autres, au contraire, le combattent; ce qui explique, au passage, l'abondance d'oligopoles et de monopoles dans le monde réel.

Ainsi, la restriction de la définition du concept d'externalité ramène implicitement à l'équilibre économique, et le livre, malgré son parti-pris empirique, rejoint finalement la « pensée unique » néo-libérale la plus banale appliquée à l'espace.

Les firmes, pour Cauquil, ne se localisent nullement en fonction des niveaux des salaires (les écarts salariaux et les différences de parité de pouvoir d'achat des monnaies sont évacuées en deux lignes) (p. 109).

Les espaces industriels, dont Cauquil souligne avec finesse qu'ils engendrent deux morphologies spatiales distinctes (axiale ou centrée) sont reliés à une « logique de bassin d'emploi », cas axial, ou à une logique « d'image de ville », cas centré (p. 126), sans que l'on voie vraiment pourquoi les salaires des emplois diffèrent des possibilités de consommation... Il est vrai que s'il en était ainsi, ce serait alors le principe même d'équilibre économique qui devrait être remis en question... L'auteur se garde bien d'aller si loin!

Enfin, le rôle de l'État se limite à une sorte d'arbitrage spatial qui doit éviter de fausser la concurrence. Ainsi, les zones franches sont durement critiquées : les transferts consécutifs restent « artificiels et sans réel ancrage spatial ». Il est cependant vrai que la nouvelle politique de l'État aménageur, qui incite par ses actions les entreprises à se localiser en tel ou tel lieu, transfère leurs coûts d'installation vers la collectivité, *via* les impôts. Mais ces choix participent au recadrage et au contrôle des exclus de la nouvelle société libérale, ce que l'auteur reconnaît : « Les IDLE servent à relancer l'activité économique, assainir un environnement dégradé, insérer des jeunes en difficultés, diminuer les clivages sociaux », mais il oublie, ce faisant, que ces dégradations sont le résultat du néo-libéralisme sur lequel se fonde son analyse.

En somme, X. Cauquil voyage sans cesse entre l'étude de cas, purement descriptive, et l'énoncé de généralités censées expliquer les structures de positions à partir d'un concept – l'externalité – supposé implicitement équilibrant. Il n'explore jamais les implications théoriques de l'existence de ces économies externes par rapport à l'équilibre économique, dont certains travaux récents ont montré qu'ils conduisaient inévitablement à une aporie.

Dès lors, l'apport de son livre se cantonne à une analyse purement descriptive, dans la droite ligne de nombreux travaux empiriques en géographie, et ses tableaux complexes ou ses analyses factorielles, aussi élégantes soient-elles, sont de simples typologies croisées, et l'essai ne va guère plus loin que son sous-titre.

Thierry Rebour
CRIA, Université Paris I

NOTES

1 Initiative locale pour le développement économique (C. Demazière).
2 Antique « Nidaros », diocèse suffragant de Brême-Hambourg, puis archevêché à l'origine de l'évangélisation de la Scandinavie et des îles du Septentrion...